

Elisabeth Borne nommée pour la médaille d'or du Great Reset



[Source : lecourrierdesstrategies.fr]

Par Eric Verhaeghe

Élisabeth Borne n'y est pas allée de main morte dans sa déclaration de politique générale. Elle a précisé les intentions de son gouvernement pour les cinq ans à venir. Le moins que l'on puisse dire, c'est que son programme n'a rien de très surprenant... puisqu'il est entièrement pompé dans le fameux Great Reset de Schwab. Depuis l'application scrupuleuse de la théorie monétaire moderne jusqu'à la subordination à l'Europe (qui, paraît-il, nous renforce), Élisabeth Borne a bien mérité du Great Reset.

Si l'on détache la déclaration de politique générale prononcée par Élisabeth Borne à l'Assemblée Nationale, hier, des polémiques superfétatoires qui l'entourent (la prétendue attaque antisémite de LFI, les maladresses de la Première Ministre devant les micros de LCI) pour se concentrer sur son contenu, on se rassure. On avait imaginé un temps que Macron changerait réellement de politique. Nous sommes désormais rassurés, les cinq ans qui viennent (si Macron parvient à finir son mandat) s'inscriront dans la continuité du précédent mandat.

Pouvoir d'achat et Great Reset

L'ensemble des mesures proposées par Élisabeth Borne s'inspirent (sans le dire bien entendu) de la politique mondialisée prônée par le Great Reset, fondée sur la théorie monétaire moderne et une intervention exponentielle d'un État connivent avec les intérêts des plus puissants.

Pour ceux qui sont effrayés par ces mots savants, voici une présentation plus pédagogique de ce que cela signifie :

- en matière de logement, la ministre a bien pris garde à ne pas parler d'accession à la propriété. Elle s'est contentée de dire, vaguement : « Nous voulons qu'il soit abordable pour chacun. Nous avons décidé d'un plafonnement de la hausse des loyers. Et nous proposerons de nouvelles solutions pour que le logement soit accessible partout. » Traduction : nous allons encourager les gens à devenir locataires, et non

propriétaires, et nous allons notamment favoriser leur installation en HLM... histoire de lutter contre l'artificialisation des sols et de tenir tout le monde en laisse dans des centres-ville pleins comme des œufs et faciles à confiner...

- en matière d'alimentation (le seul fait que l'État s'occupe de cela est un indice sur le grand projet de domestication des populations), la Première Ministre n'a pas eu un mot pour l'encouragement à la production, mais a parlé de « chèque alimentation » qui serait fléché vers « une alimentation saine et de qualité ». L'État va donc commencer à dire aux citoyens ce qu'ils doivent manger ou non...
- en matière d'emploi, Élisabeth Borne ne propose pas de réduire les contraintes grandissantes sur le recrutement, sur l'exécution du contrat de travail ou sur la création d'entreprise. Elle propose de nationaliser tous les dispositifs d'accompagnement des chômeurs dans un bidule appelé France Travail. Big is beautiful, comme dit Klaus Schwab. Étapes suivantes pour lutter contre le chômage : création d'une Europe travail, puis d'un Monde travail.
- en matière de retraite, la Première Ministre a repris sans modification la recommandation de la Commission Européenne que nous avons déjà détaillée. Europe « Uber alles » pour une France plus forte !
- en matière d'écologie, la Première Ministre a critiqué la décroissance et fait l'éloge de l'innovation (pile-poil ce que Schwab dit dans son livre...), en annonçant : « Nous engagerons des transformations radicales dans notre manière de produire, de nous loger, de nous déplacer, de consommer. » La mission de l'État serait donc d'assurer l'avènement d'un homme nouveau pour sauver la planète. Là encore, on a lu cela chez Schwab... Avec, comme toujours, le zéro carbone en 2050, à coups de plans d'action qui permettent de mobiliser l'impôt pour subventionner les entreprises dirigées par des copains amis de la planète, d'implantation d'éoliennes et autres primes en tous genres.
- en matière de politique industrielle, Borne confirme les dizaines de milliards d'investissements publics en faveur de l'écologie... exactement comme l'a proposé le Great Reset de Schwab ! On abandonne ici la thématique de la réindustrialisation pour défendre notre souveraineté.
- en matière d'éducation, Borne confirme également la politique consistant à confier le plus possible les enfants à l'État en multipliant les places d'accueil dans les crèches et autres.
- en matière de santé, Borne annonce des investissements dans les équipements sanitaires, comme l'avait proposé Schwab. Là encore, face à la désorganisation du système du fait de sa bureaucratisation, la réponse consiste à continuer de forer droit pour que rien ne change, en mettant toujours plus d'argent public dans un système toujours plus centralisé et défaillant.

On le voit, sur l'ensemble des politiques publiques, l'orientation est celle d'un étatisme et d'une dépense publique « en pluie » pour apaiser les tensions dans la société, rendre les gens dépendants financièrement et les encourager à consommer des biens qualifiés d'écologiques parce qu'ils constituent des marchés protégés pour engraisser la caste. Cette orientation est celle du Great Reset.

La question de l'Europe et de l'OTAN : des marqueurs forts

Mais c'est surtout dans les orientations stratégiques internationales que le discours d'Élisabeth Borne trahit toute son orthodoxie Great-Resetienne. On notera deux phrases essentielles dans son discours.

D'une part, Elisabeth Borne résume assez bien la doctrine officielle en matière d'Europe :

Une France plus forte dans une Europe plus indépendante, enfin, c'est notre souveraineté stratégique.

Nous restons ici dans la doctrine européiste habituelle, selon laquelle l'adhésion à l'Union nous renforce, surtout si l'Europe devient "plus indépendante". Les mauvais esprits liront ici un aveu embarrassant sur la subordination de l'Europe aux États-Unis, qui pose problème pour notre "souveraineté stratégique".

Mais dans le même temps, Elisabeth Borne ajoute :

Nous agissons en cohérence avec nos ambitions européennes et nos alliés de l'OTAN.

Comme d'habitude, on retrouve ici l'affichage d'une loyauté aux États-Unis et à tous les éléments de la mondialisation qui ont pourtant considérablement entamé la souveraineté française. D'une part, soumission à la logique multilatérale de l'Union et de la Commission européenne, d'autre part, intégration de l'armée française dans l'OTAN.

Le programme qu'Élisabeth Borne a déroulé est donc bien celui du Great Reset, autant sur le plan des politiques publiques que sur celui de l'intégration de la France à la mondialisation. On reste toujours dans la doctrine fantasmée selon laquelle la France se renforce en disparaissant dans une grande entité multilatérale dominée par les États-Unis.

Bref, rien de neuf sous le soleil. Le Great Reset continue.